ou le représentant d'un fonctionnaire incapable de gérer ses propres affaires introduisent la requête au nom de ce fonctionnaire.

5. Le Tribunal peut, dans tout cas particulier, décider de suspendre l'application des dispositions relatives aux délais.

6. L'introduction d'une requête n'a pas pour effet de suspendre l'exécution de la décision contestée.

7. Les requêtes peuvent être introduites dans l'une quelconque des cinq langues officielles de l'Organisation des Nations Unies.

ARTICLE 8

La procédure orale devant le Tribunal sera publique, à moins que le Tribunal ne décide que des circonstances exceptionnelles exigent qu'elle se déroule à huis clos.

ARTICLE 9

S'il reconnaît le bien-fondé de la requête, le Tribunal ordonne l'annulation de la décision contestée ou l'exécution de l'obligation invoquée; mais si, dans des circonstances exceptionnelles, le Secrétaire général estime que cette annulation ou exécution n'est pas possible ou n'est pas opportune, le Tribunal alloue à l'intéressé, dans les soixante jours, une indemnité pour le préjudice subi. Le requérant peut réclamer une indemnité en lieu et place de l'annulation de la décision contestée ou de l'exécution de l'obligation invoquée. Lorsqu'il y a lieu à indemnité, celle-ci est fixée par le Tribunal et versée par l'Organisation des Nations Unies ou, le cas échéant, par l'institution spécialisée à laquelle la compétence du Tribunal s'étend aux termes de l'article 12.

ARTICLE 10

1. Le Tribunal décide à la majorité des voix.

2. Les jugements sont définitifs et sans appel.

3. Les jugements sont motivés.

4. Les jugements sont rédigés dans l'une quelconque des cinq langues officielles de l'Organisation des Nations Unies, en deux originaux qui sont déposés aux archives du Secrétariat des Nations Unies.

5. Il est remis une expédition du jugement à chacune des parties. Il en est également remis copie, sur requête, à tout intéressé.

ARTICLE 11

Le présent statut peut être amendé par décision de l'Assemblée générale.

ARTICLE 12

La compétence du Tribunal peut être étendue à toute institution spécialisée reliée à l'Organisation des Nations Unies conformément aux Articles 57 et 63 de la Charte, dans des conditions à fixer par un accord que le Secrétaire général des Nations Unies conclura avec elle à cet effet. Pareil accord prévoira expressément que cette institution sera liée par les décisions du Tribunal et qu'elle sera chargée du paiement de toute indemnité allouée à un de ses fonctionnaires par le Tribunal. Dans l'accord figureront notamment des dispositions relatives à la participation de l'institution aux arrangements administratifs visant le fonctionnement du Tribunal et à sa contribution aux dépenses du Tribunal.

*255ème séance plénière,
le 24 novembre 1949.*

B

L'Assemblée générale

1. *Désigne*, comme membres du Tribunal administratif des Nations Unies, en vertu de l'article 3 du statut du Tribunal administratif, les personnalités dont le nom suit :

Mme Paul Bastid
Sir Sydney Caine
Général Maharajah Jam Shri Digvijayasinhji Sahib
M. Rowland Andrews Egger
M. Omar Loutfi
M. Emilio N. Oribe
M. Vladimir Outrata

2. *Déclare* que les membres dont le nom suit sont désignés pour une période de trois ans, à partir du 1er janvier 1950 :

Mme Paul Bastid
Général Maharajah Jam Shri Digvijayasinhji Sahib
M. Omar Loutfi

3. *Déclare* que les membres dont le nom suit sont désignés pour une période de deux ans, à partir du 1er janvier 1950 :

M. Rowland Andrews Egger
M. Emilio N. Oribe

4. *Déclare* que les membres dont le nom suit sont désignés pour une période d'un an, à partir du 1er janvier 1950 :

Sir Sydney Caine
M. Vladimir Outrata.

*274ème séance plénière,
le 9 décembre 1949.*

352 (IV). Amendement au statut provisoire du personnel des Nations Unies

L'Assemblée générale

Décide de modifier l'article 23 du statut provisoire du personnel à dater du 1er janvier 1950 et de lui donner la rédaction suivante :

"a) Le Secrétaire général constituera un organe administratif paritaire, avec participation du personnel, pour le conseiller avant qu'une mesure disciplinaire ne soit prise à l'encontre d'aucun fonctionnaire.

"b) Le Secrétaire général constituera un organisme administratif paritaire, avec participation du personnel, pour le conseiller sur tout recours que les fonctionnaires formeraient contre toute décision administrative en invoquant l'inobservation de leur contrat d'engagement, ou en visant l'application du statut et du règlement du personnel et des usages administratifs établis, ou que les fonctionnaires formeraient contre des mesures disciplinaires.

"c) Il sera créé un Tribunal administratif¹⁵ chargé de connaître des requêtes des fonctionnaires qui invoqueraient l'inobservation de leur contrat d'engagement ou de leurs conditions d'emploi, et notamment de toutes dispositions applicables du statut et du règlement du personnel, et de statuer sur ces requêtes."

*255ème séance plénière,
le 24 novembre 1949.*

¹⁵ Voir la résolution 351 (IV).